



PAR COURRIEL

Québec, le 6 mai 2019

Objet : Demande d'accès aux documents - Décision
V/Réf. : Formulaires de divorce du ministère de
la Justice – SJ
N/Réf. : R-84314

Bonjour,

Conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande d'accès reçue, le 23 avril dernier, laquelle était libellée ainsi :

« [...] *je voudrais avoir accès aux formulaires de divorce du Ministère de la Justice du Québec SJ. Je tiens à porter une précision au cas où cela pourrait être utile à ma requête... (divorce de mariage civil, modèle de formulaire SJ utilisé en 2016. Cela m'aiderait beaucoup de me l'envoyer en pdf s'il vous plait.*

[...] »

(Transcription intégrale)

Décision

Nous donnons suite à votre demande. Vous trouverez ci-joint les formulaires demandés. Prenez note que ces formulaires sont disponibles sur le site internet du Ministère et que vous pouvez consulter un exemple de demande conjointe en divorce sur projet d'accord à l'adresse suivante:

<https://www.justice.gouv.qc.ca/couple-et-famille/separation-et-divorce/couples-maries-ou-en-union-civile/le-divorce-a-lamiable/la-demande-conjointe-en-divorce-sur-projet-daccord/>.

... 2

Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (article 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé *Avis de recours*.

Nous vous prions d'agréer, nos salutations distinguées.

A handwritten signature in blue ink that reads "Marie-Claude Daraiche". The signature is fluid and cursive, with the first name and last name clearly legible.

Marie-Claude Daraiche, avocate
Responsable de l'accès aux documents

AVIS DE RECOURS

RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

a) POUVOIR

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

MONTRÉAL

500, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 18.200
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 514 844-6170

b) MOTIFS

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un enregistrement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) DÉLAIS

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente (30) jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) POUVOIR

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête, ou, sur permission d'un juge de cette Cour, d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) DÉLAIS ET FRAIS

L'article 149 de la Loi sur l'accès stipule que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les trente (30) jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

c) PROCÉDURE

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix (10) jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.

CANADA
Province de Québec
District : [District judiciaire]
Localité : [Nom de la ville]
N° de dossier : [XXX-XX-XXXXXX-XXX]

COUR SUPÉRIEURE

CERTIFICAT DE DIVORCE
(art. 12(7) Loi sur le divorce)

J'atteste que le mariage de [prénom 1 et nom 1] et de [prénom 2 et nom 2], célébré à [Lieu du mariage], le [Date du mariage], a été dissous par jugement qui a pris effet le [date de prise d'effet du divorce].

Délivré à [Nom de la ville du district judiciaire], le [Date d'émission du certificat de divorce].

Greffier-adjoint / Personne désignée par le greffier

CANADA
Province of Québec
District: [District judiciaire]
Locality: [Nom de la ville]
File No.: [XXX-XX-XXXXXX-XXX]

SUPERIOR COURT

CERTIFICATE OF DIVORCE
(s. 12(7), Divorce Act)

I hereby certify that the marriage of [Nom1 et prénom1] and [Nom2 et prénom2], solemnized at [Lieu du mariage], on [Date du mariage], has been dissolved by a judgment which took effect on [date de prise d'effet du divorce].

Issued at [Nom de la ville du district judiciaire], on [Date d'émission du certificat de divorce].

Deputy Clerk / Person designated by the Clerk

CANADA
Province de Québec
District : [District judiciaire]
Localité : [Nom de la ville]
N° de dossier : [XXX-XX-XXXXXX-XXX]

COUR SUPÉRIEURE

CERTIFICAT DE DIVORCE

(art. 9(2) Loi sur le mariage civil, L.C. 2005, ch.33)

J'atteste que le mariage de [prénom 1 et nom 1] et de [prénom 2 et nom 2], célébré à [Lieu du mariage], le [Date du mariage], a été dissous par jugement qui a pris effet le [Date de prise d'effet du divorce].

Délivré à [Nom de la ville du district judiciaire], le [Date d'émission du certificat de divorce].

Greffier-adjoint / Personne désignée par le greffier

CANADA
Province of Québec
District: [District judiciaire]
Locality: [Nom de la ville]
File No.: [XXX-XX-XXXXXX-XXX]

SUPERIOR COURT

CERTIFICATE OF DIVORCE
(s. 9(2) Civil Marriage Act, S.C. 2005, c.33)

I hereby certify that the marriage of [Nom1 et prénom1] and [Nom2 et prénom2], solemnized at [Lieu du mariage], on [Date du mariage], has been dissolved by a judgment which took effect on [date de prise d'effet du divorce].

Issued at [Nom de la ville du district judiciaire], on [Date d'émission du certificat de divorce].

Deputy Clerk / Person designated by the Clerk